

# VILLE DE BIARRITZ

## **APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

### **PROCEDURE ADAPTEE**

### **ARTICLE 27 DU DECRET N° 2016-360 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation porte sur le lancement d'une campagne de communication sur le commerce du centre-ville de Biarritz, destinée aux clientèles proches de la Ville.

Le prestataire sera en charge :

- de l'identité graphique : définition du concept/ de la promesse client, accroche, visuels et déclinaisons diverses (print, web, etc.) pour les différents supports de communication
- de la réalisation des supports de communication
- d'un plan media : recommandation des supports de communication les plus pertinents par rapport à la cible, à la période et au concept, achat d'espace, suivi mise en place

Le cahier des charges sera transmis sur simple demande à l'adresse suivante : [f.laharrague@biarritz.fr](mailto:f.laharrague@biarritz.fr).

#### **ARTICLE 2 : PRESENTATION DES OFFRES**

Les candidats doivent remettre un dossier comprenant :

- Une proposition de principe graphique facilement déclinable
- Un devis détaillant les différentes prestations demandées
- L'attestation sur l'honneur ci-jointe ou les attestations fiscales et sociales visées à l'article 48 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics

#### **ARTICLE 3 : JUGEMENT DES OFFRES**

Ce jugement sera effectué suivant les critères pondérés suivants :

- Prix : 40 %
- Qualité du principe graphique: 60 %

Négociations : le Pouvoir Adjudicateur pourra engager des négociations, notamment par courrier électronique, avec les candidats ayant présenté une offre ou certains d'entre eux.

#### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Les candidats transmettent leur offre avant la date limite fixée pour la réception des offres, soit avant le : **15 mars 2018 à 17 h 00** :

- Soit par courrier MAIRIE DE BIARRITZ – service économique - Hôtel de Ville - B.P. 58 - 64202 BIARRITZ Cedex
- Soit par voie électronique à l'adresse suivante : [f.laharrague@biarritz.fr](mailto:f.laharrague@biarritz.fr)



## **ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

- Article 45 de l'ordonnance n°2015-899 relative aux marchés publics  
- Article 48 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics

Je soussigné : .....

Agissant pour le compte de la Société : .....

Siège social : .....

N° d'enregistrement Registre du commerce ou Répertoire des métiers : .....

**Le candidat déclare sur l'honneur**, en application des articles 45 de l'ordonnance n°2015-899 relative aux marchés publics et 48 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics :

**a) *Condamnation définitive :***

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du **Code pénal**, à l'article 1741 du **Code général des impôts**, et à l'article L. 317-8 du **Code de la sécurité intérieure**, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du **Code pénal** ;

**b) *Lutte contre le travail illégal :***

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du **Code du travail**, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du **Code du travail** ;

**c) *Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :*** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du **Code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

**d) *Liquidation judiciaire :*** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du **Code de commerce**, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même Code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**e) *Redressement judiciaire :*** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du **Code de commerce** ou à une procédure équivalente régie

par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accordcadre ;

**f) Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

**g) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du **Code du travail** ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2245-5 du **Code du travail** ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

**NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.**

**Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société :**

Nom et qualité du signataire : .....

A ....., le .....

Signature :

*(En cas de groupement ou de sous-traitance : cette attestation doit être fournie pour chaque membre du groupement, et pour chaque sous-traitant)*